



franceinfo : l'impartialité à deux vitesses

Monsieur le directeur de l'information,

Nous vous écrivons suite à la succession d'interventions problématiques d'un point de vue éditorial sur l'antenne de franceinfo début mai.

Le debriefing du discours de Jean-Luc Mélenchon le 1^{er} mai

Dès le discours achevé, le présentateur de la tranche reprend le poncif sur le caractère « outrancier » des propos du fondateur de La France Insoumise. Malgré la distance avec ce terme que tente d'instaurer la journaliste maison en plateau, le présentateur insiste. Il affirme que les propos de J.-L. Mélenchon, qui a qualifié de « *bande* » les responsables politiques actuellement au pouvoir autour d'Emmanuel Macron, rappellent « *les factieux... les copains et les coquins des années 80* ». Or ces derniers propos sont notoirement ceux tenus à l'époque par Jean-Marie Le Pen. L'association d'idée est pour le moins malheureuse. Elle contribue (volontairement ?) d'une part à discréditer les visages de la gauche en les associant à l'extrême-droite, d'autre part à normaliser cette dernière, en particulier le RN.

La critique de l'accaparement de l'État et de ses moyens par une minorité sociologique fait partie du discours traditionnel de la gauche. Suggérer que ces propos font en réalité référence au discours passé de l'extrême-droite, à une période où elle était majoritairement jugée infréquentable, relève, dans le meilleur des cas, d'une confusion intellectuelle douteuse basée sur un manque profond de culture historique et politique. Il se pourrait également, de manière moins reluisante, qu'il s'agisse d'une volonté d'utiliser les antennes du service public pour décrédibiliser un courant majeur de la vie politique du pays.

L'émission Tout est politique consacrée à la crise au Moyen-Orient du dimanche 3 mai

Le surlendemain, une présentatrice de la chaîne, juste après avoir évoqué la probable annonce le soir même de la candidature de J.-L. Mélenchon à l'élection présidentielle, demande : « *Quand on est dans une crise comme celle-là, est-ce que ça favorise forcément les extrêmes [...] ?* ».

Une nouvelle fois, LFI et l'extrême droite sont renvoyées dos à dos et associées sous un même vocable. Il faut ici rappeler que cette manière d'associer gauche de transformation et extrême droite sous une même dénomination est malheureusement monnaie courante dans l'ensemble du paysage médiatique, et notamment sur nos différentes antennes. Cependant, la pertinence de cette manière très particulière de présenter la scène politique, qui produit des effets très concrets dans la perception des différentes forces politiques par le public, est régulièrement fortement remise en question par de nombreux politologues.

La chronique politique du 23h du lundi 4 mai

Une éditorialiste politique récurrente de cette édition, visiblement échaudée par cette même annonce de candidature, affirme sans la moindre prise de distance que « *Jean-Luc Mélenchon a conscience qu'il ne gagnera pas s'il est face au Rassemblement National, mais que s'il arrive au second tour, il sera celui qui [...] sera le premier opposant, quitte à torpiller toute tentative d'union de la gauche* ». Un bel exercice de café du commerce, qui ne repose malheureusement que sur le sentiment d'une éditorialiste, qui n'apporte par ailleurs aucun élément factuel pour étayer cette affirmation péremptoire.

La nécessaire obligation d'impartialité de franceinfo

Si La France Insoumise semble susciter un agacement particulier chez un certain nombre de nos éditorialistes (cf par exemple les propos problématiques tenus par celle de la matinale de franceinfo le 9 novembre dernier face à Manuel Bompard sur France Inter), des attitudes hautement problématiques se sont également exprimées à l'antenne vis-à-vis de responsables de gauche issus d'autres formations politiques.

En voici notamment deux exemples récents :

- Un présentateur qui perd ses nerfs à l'antenne et hausse fortement le ton lorsque Danielle Simonet, du mouvement l'Après, rappelle en direct la formule « *plutôt Hitler que le Front Populaire* » pour rappeler que le basculement d'une part croissante du patronat n'est pas sans précédent. Cette maxime est pourtant communément utilisée depuis plusieurs décennies pour qualifier la complaisance (voire le soutien actif) des milieux patronaux à l'égard de l'extrême-droite dans les années 1930.
- Les propos d'une présentatrice affirmant le 22 février, à propos de la manifestation lyonnaise de la veille en hommage au militant néonazi Quentin Deranque, qu'on « *a l'impression que quand il y a l'ultra droite qui défile, c'est calme, quand c'est l'ultra gauche, il y a, à la fin, un mort* » face à la députée écologiste Léa Balage El Mariky. Cette dernière lui rappellera tout de même les incidents qui ont émaillé cet événement, au premier rang desquels les nombreux saluts nazis observés.

Réaction et plan d'action

Monsieur le Directeur de l'information, vous avez publié il y a seulement quelques semaines une note intitulée « Rappel sur le niveau d'exigence éditorial ». Vous y précisez notamment que « *notre responsabilité est simple à formuler, mais elle doit s'appliquer avec détermination et rigueur. L'information que nous produisons doit être honnête, rigoureuse, indépendante et pluraliste. Elle doit reposer sur des faits vérifiés, présentés avec précision, sans approximation ni biais.* »

Considérez-vous que ces multiples exemples récents, documentés et vérifiables sont conformes au cadre que vous avez établi ?

A toutes fins utiles, le Règlement Intérieur de l'entreprise stipule que « *Les salariés ne peuvent manifester leurs convictions religieuses ou politiques, dans leurs propos, leurs tenues et accessoires ou leur comportement, lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils sont amenés à être sur nos antennes (linéaire ou numériques). [...] L'appréciation de la pertinence et de la proportionnalité de la décision de restreindre la liberté de convictions au regard de la tâche concrète du (de la) salarié(e) et du contexte de son exécution, sera faite au cas par cas.* »

Par ailleurs, plusieurs articles de journaux et de media en ligne, dont certains très documentés, se font l'écho d'une dérive éditoriale de l'antenne de franceinfo défavorable à la gauche. Ils

montrent que, s'il ne faut évidemment pas considérer que l'ensemble de nos collègues journalistes sont concernés, ces exemples ne sont pour autant en rien des accidents isolés. Ils participent indéniablement à installer une orientation éditoriale sur l'antenne de franceinfo.

La CGT portera ces questions en commission déontologie le 8 juin prochain.

Elle compte sur vos réponses et la mise en œuvre, aujourd'hui indispensable, d'un plan d'action très concret destiné à rétablir l'équilibre éditorial dans le traitement de l'actualité politique.

Paris, le 29 mai 2026